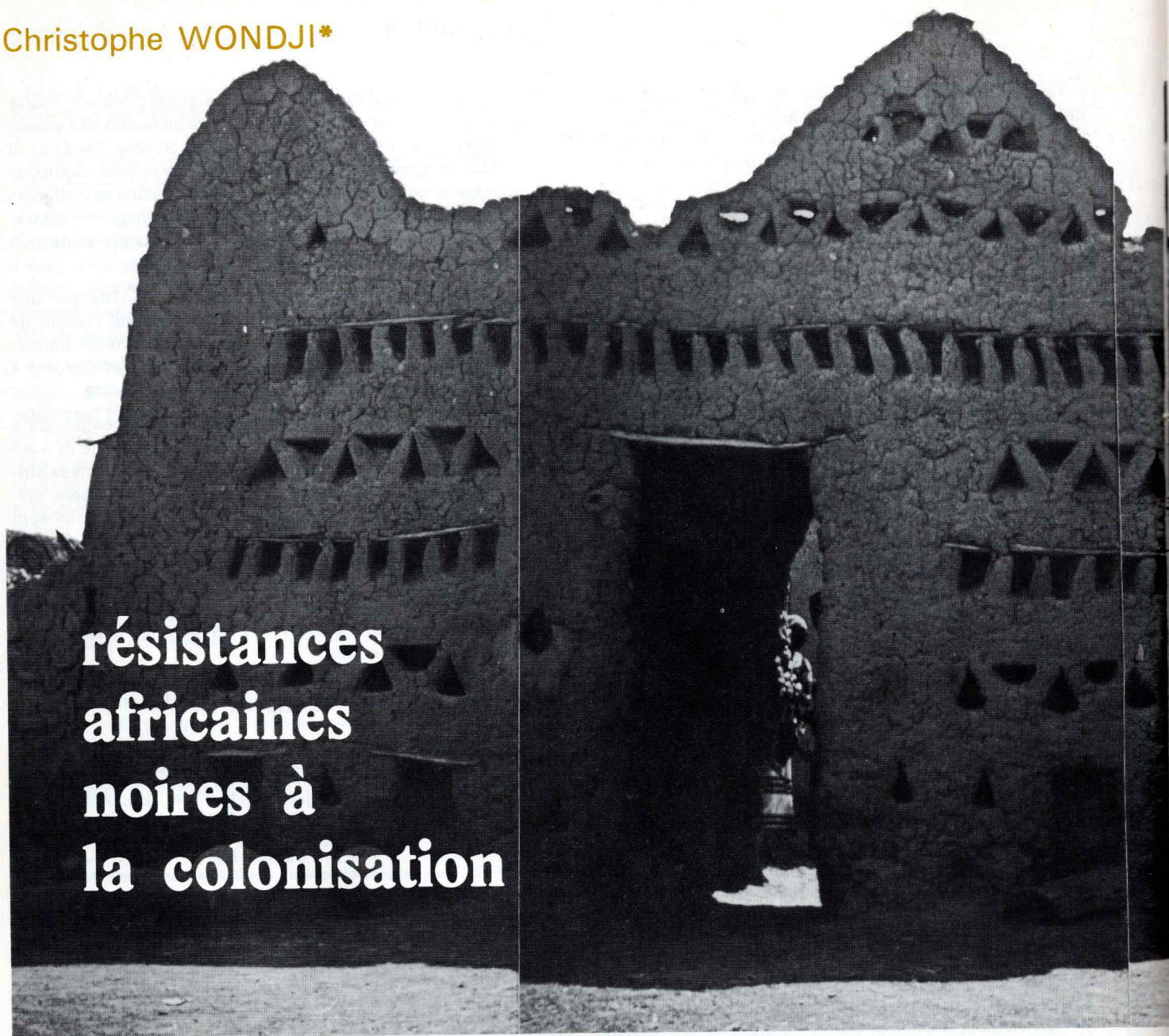




résistances africaines noires à la colonisation

les résistances populaires en Afrique pen

La pénétration et la colonisation européennes ont suscité en Afrique, comme dans les autres régions du monde, des résistances nombreuses et variées. Les royaumes et les empires, les communautés villageoises et tribales ont manifesté leur opposition à la colonisation par des guerres, des révoltes et des refus de toutes sortes, dont la chaîne ininterrompue a marqué les relations entre colonisateurs et colonisés pendant l'époque coloniale.

**Christophe Wondji enseigne à l'Université d'Abidjan. Il achève une thèse de doctorat d'État sur les résistances en Côte-d'Ivoire actuelle, lors de la colonisation. Son ouvrage, très attendu, apportera des précisions très importantes sur le point de vue des Africains.*

Mais l'histoire de la résistance africaine ne retient généralement que les grandes résistances organisées et conduites par les hommes d'État et de guerre africains qui ont dominé la scène politique de l'Afrique à l'époque de la pénétration coloniale. Ainsi en est-il des résistances d'El Hadj Omar, Samori, Gbéhanzin, Rabah, etc. Elle laisse dans l'ombre, comme de menus faits de détail, les résistances souvent acharnées menées par les villages, groupes de villages ou ethnies qui s'opposèrent de leur propre chef aux colonnes militaires afin de défendre la terre des aïeux et sauvegarder leur liberté et leur indépendance.

Dans l'étude de ces résistances, telle qu'elle peut être actuellement menée,

l'impression, momentanément, et sauf très rares exceptions, est celle d'un éparpillement. Il a fallu, en effet, commencer par un véritable inventaire de ces faits de résistance dans toute l'Afrique; cet inventaire est encore en cours.

formes des résistances

La plupart des grandes résistances qui ont un caractère essentiellement politique – refus de la présence étrangère, génératrice d'empiètements territoriaux et donc dangereuse pour l'intégrité et la souveraineté des États – concernent surtout la période de la pénétration qui coïncide pour l'ensemble du continent africain avec la deuxième



Le problème de la résistance des peuples d'Afrique noire à la colonisation européenne est posé en pleine lumière, depuis des années, par des chercheurs africains et européens. L'enquête a déjà abouti à d'importantes publications. Ci-dessous, deux auteurs – deux tempéraments d'historiens – exposent leur point de vue sur cette question.

dant la colonisation

moitié du XIX^e siècle. Contre les troupes des puissances européennes, les souverains africains alignèrent alors leurs armées et ainsi s'engagèrent les longues guerres de résistance dont l'Afrique occidentale fut un des théâtres privilégiés : le toucouleur El Hadj Omar de 1857 à 1860, son fils Ahmadou de 1883 à 1893 ; le mandingue Samori de 1882 à 1898, et le dahoméen Gbéhanzin de 1890 à 1894, s'opposèrent à l'expansion française.

Quant aux résistances villageoises et tribales, elles eurent lieu après le partage colonial et précisément lorsqu'il a fallu faire reconnaître la souveraineté européenne aux populations libres et indépendantes des savanes et forêts africaines. Ainsi, la politique de création

des postes administratifs et de construction des voies de communication, visant à assurer la pénétration politique et économique, provoque très tôt des réactions hostiles et violentes que les colonnes militaires se chargent d'annihiler entre 1900 et 1914. Et plus tard, à l'apogée de la mise en valeur économique (années 20 et 30), surgissent aussi des résistances ethniques et populaires qui révèlent les difficultés de fonctionnement du système économique. Enfin, les conjonctures de guerre mondiale (1914-1918, 1939-1945), par leur caractère récessif et contraignant, accroissent les rigueurs de l'appareil colonial et suscitent des insurrections difficiles à réduire. Tel fut le sens des révoltes des peuples de la boucle du Niger (Dogon de 1908 à

1910), de la boucle de la Volta noire (Bobo en 1915-1916), de la Guinée forestière (Guerzé, Kissi, Manon et Toma de 1894 à 1911), de la Côte-d'Ivoire (Baoulé, Abé, Ebrié, etc., de 1900 à 1912) ; de celles de nombreux peuples d'Afrique centrale (Bassa et Boulou du Cameroun entre 1899 et 1901, Bate-tela du Congo belge de 1895 à 1908, Pende du Congo belge en 1931, Gbaya du Cameroun, de l'Oubangui-Chari et du Moyen-Congo de 1928 à 1931), d'Afrique orientale et australe (Matabele et Chona de Rhodésie du Sud en 1896-1897, Maji-Maji du Tanganyika en 1905), etc. (1).

Ces résistances villageoises et tribales apparaissent comme des « levées en masse », mobilisant tous les hommes valides sous la conduite des chefs de guerre. Après avoir mis en sécurité leurs femmes, leurs enfants et les vieillards, les guerriers s'attaquent aux postes administratifs et militaires des Européens, sabotent les installations ferroviaires ou commerciales, barrent les pistes et les routes fréquentées par leurs ennemis. Mais quand les colons, surpris par la soudaineté de ces attaques, renforcent leurs troupes et contre-attaquent vigoureusement, alors les autochtones se replient dans la forêt ou dans la brousse, et, à partir de repaires bien organisés, tendent des embuscades meurtrières. Ainsi, en 1911, les Abé, ayant dû se replier après leurs offensives victorieuses de 1910, se dispersèrent dans la forêt, d'où ils harcelèrent les troupes françaises par des embuscades.

Et parfois, lorsqu'ils sont acculés, les guerriers africains se replient sur des villages fortifiés au sein desquels le peuple en armes résiste farouchement aux assauts des colonnes militaires. Les 16 villages Dogon, qui, en 1908-1909, se rebellèrent contre l'autorité française, évitèrent de se disperser dans la plaine, et, regroupés en quatre centres de résistance, s'accrochèrent à leurs falaises jusqu'à leur défaite en janvier 1910. En 1907, les Toma du village de Boussédou résistèrent pendant près de six mois dans l'enceinte de leurs fortifications.

(1) Voir les ouvrages généraux sur l'Histoire de l'Afrique, en particulier : KI-ZERBO (J.), *Histoire de l'Afrique noire*, Paris, Hatier, 1972 ; MAQUET (J.), KAKÉ (I.B.), SURET-CANALE (J.), *Histoire de l'Afrique centrale*, Paris, Présence africaine, 1971 ; SURET-CANALE (J.), *Afrique noire occidentale et centrale - Géographie - Civilisations - Histoire*, Paris, Éditions Sociales, 1961 ; SURET-CANALE (J.), *Afrique noire, l'ère coloniale (1900-1945)*, Paris, Éditions Sociales, 1964.

multiplicité des formes, multiplicité des causes

Les causes de résistances populaires sont liées au système d'oppression économique, politique et culturelle mis en place par les colonisateurs européens. Qu'il s'agisse du système administratif français en Afrique de l'Ouest, ou du système des grandes compagnies concessionnaires appliqué par les Anglais, les Allemands et les Français en Afrique centrale, orientale et australe, les mêmes effets sont partout ressentis par les masses africaines. Le portage, les corvées diverses et le travail obligatoire provoquent l'épuisement physique des populations; l'impôt de capitation, dont la perception s'accompagne toujours de brimades injustifiées, aggrave la situation économique des villages; enfin le recrutement militaire pour la guerre européenne (la guerre de 1914-1918 surtout) achève d'attiser la haine des familles, diminuées par le départ de leurs meilleurs éléments mâles.

A ces causes générales s'ajoutent évidemment des causes particulières qui, dans chaque cas, ont facilité l'éclosion de la révolte : insultes contre des chefs honorables et respectés, coups de fusil incontrôlés de tirailleurs impatients; attentats aux règles morales et religieuses des autochtones commis par des agents indécents, décision unilatérale et autoritaire du chef blanc en désaccord avec le principe de réciprocité contenu dans le premier pacte d'amitié, etc., telle est la longue série des incidents qui détériorent le climat psychologique et révèlent aux Africains les rapports inégaux inhérents au système social de la colonisation.

Ainsi, en pays Coniagui (Guinée française) aucun heurt n'eut lieu tant que le commandement du poste de Bous-sourah n'avait pas exigé le paiement de l'impôt. Mais en avril 1902, le lieutenant Moncorgé, à la tête d'une colonne de tirailleurs, va réclamer l'impôt à Yalou-Téné, chef de guerre d'Ithiou. Celui-ci lui répond qu'il est prêt à payer en mil ou en arachides parce qu'il ne connaît pas l'argent. A 150 mètres du village, Moncorgé exige que le chef se présente, mais ce dernier refuse parce que le même lieutenant avait déjà surpris, enchaîné, envoyé à Conakry et déporté au Congo où il mourut, un chef de la même région. Quand Moncorgé

tue à coups de révolver un émissaire de Yalou-Téné, les Coniagui prennent les armes et anéantissent la colonne de son chef après deux heures de combats. Pendant la répression qui a lieu en 1904, les troupes françaises massacrent les femmes et les enfants réfugiés dans la forêt et tuent Yalou-Téné et ses guerriers postés dans leur forteresse (ou tata) d'Ithiou (2).

Il est facile de voir dans cette affaire comment les brutalités des agents coloniaux et l'épineuse question de l'impôt de capitation conjuguent leurs effets pour pousser les Coniagui à la révolte contre l'autorité française. De la même façon et pour les mêmes raisons, les Dogon prirent les armes en 1909, les Guerzé et les Manon (de Guinée forestière) en 1911. L'impôt de capitation ne constitue pas seulement une charge économique trop lourde prélevée sur les maigres ressources des populations, mais aussi un moyen de pression administrative exercée de façon violente par les percepteurs. Il provoque partout le mécontentement, source des soulèvements les plus brutaux.

Pendant les périodes de crise, guerres mondiales et crise économique de 1929-1930, pression fiscale, travail obligatoire et brimades diverses s'accroissent et engendrent plusieurs révoltes, surtout en Afrique Centrale : révolte des Gbaya du Cameroun et de l'Oubangui-Chari en 1928-1931, révolte des Pende du Congo belge en 1931, (3). La situation des Pende paraissait dramatique en 1930-1931 lorsque la crise économique aggrava les effets déjà néfastes du régime colonial belge dominé par les grandes firmes commerciales telles que les « Huileries du Congo belge » et la « Compagnie du Kasai ». En plus des corvées de route, du portage et de l'impôt de capitation dus à l'administration, les Pende devaient fournir à ces sociétés commerciales des travailleurs et des produits agricoles. Pour le même impôt, les familles payaient deux taux différents : le taux de l'impôt indigène payé par le chef de famille et sa femme principale et le taux de l'impôt supplémentaire perçu par femme supplémentaire. En 1928, année de prospérité, ces taux étaient respectivement de 22,60 F et 12 F. Or, cet impôt devait être payé en numéraire. Pour s'en acquitter, l'indigène était astreint à produire et à vendre des noix de palme. Avec la crise, la

chute des prix de cette denrée entraîna la baisse des revenus villageois.

Mais, pour accroître la production et satisfaire ainsi le commerce européen, l'administration augmenta les taux de l'impôt de capitation : 40 F et 18 F en 1930, 45 F et 40 F en 1931. Chaque contribuable devait donc payer en 1931 : 45 F s'il a une seule femme, 85 F s'il en a deux, et 125 F s'il en a trois; en 1928, les chiffres correspondants étaient 22,60 F, 34,60 F et 58,60 F, soit une progression du simple au double entre les deux dates. Comme il fallait d'autre part récolter 1 500 kg de noix pour payer 45 F d'impôt en 1931, les Pende eurent donc des difficultés à réunir cette somme, d'autant plus qu'ils devaient cueillir ces noix dans les palmeraies naturelles dispersées en forêt. Les exigences de l'administration ne pouvant être satisfaites, les brimades succédèrent aux brimades, entraînant desertions des villages et violents refus. Et quand, en mai 1931, le brutal agent colonial Brunotte et le chef fantoche M'Bundu en tournée de l'impôt dans le territoire de Kandale flagellèrent des contribuables récalcitrants et humilièrent chefs et notables des familles nobles de Kilamba, ils allumèrent du même coup le feu de la révolte générale des Pende (4).

une spectaculaire explosion : la révolte des Abé de Côte-d'Ivoire

Ces résistances prennent des formes à la fois spontanées et organisées, civiles et militaires. Mais l'histoire n'en retient souvent que les aspects militaires et spectaculaires. Aussi l'ampleur de ces révoltes est-elle toujours interprétée à partir de ces seuls aspects. Quelques exemples suffiront à montrer la nécessité d'examiner l'ensemble de ces formes.

La révolte des Abé de Côte-d'Ivoire, en 1909-1911, suscita à l'époque beaucoup de commentaires, à cause

(2) Voir J. SURET-CANALE, *Afrique noire, l'ère coloniale*, page 143.

(3) BAH (Thierno Moukta), *Karnou et l'insurrection des Gbaya, la situation au Cameroun, 1928-1930 en Afrika - Zamani*, n° 3, décembre 1974; SIKITELE Gize a Sombula, *les causes principales de la révolte Pende en 1931 in Likundoli, Série C 1 (1976) 2, Unaza, Campus de Lubumbashi, Faculté des Lettres*.

de sa soudaineté et de la puissance de son explosion. Peuple du sud de la Côte-d'Ivoire, situé autour d'Agboville dans les forêts au nord de la lagune Ébrié, les Abé entrèrent en contact avec les Français dès 1903. Jusqu'en 1908, Abé et Français collaborèrent à la construction des postes et du chemin de fer reliant la Côte-d'Ivoire au Soudan, parce que les chefs Abé tiraient profit du commerce et de l'exploitation forestière. Mais les relations commencèrent à se détériorer quand les corvées, le portage et surtout l'impôt de capitation accrurent leur pression sur la société villageoise Abé. Ainsi en 1908, l'administrateur Clerc se rend au village de Morié pour la perception de l'impôt et le recrutement des travailleurs. Mais, aussitôt recrutés et installés sur le chantier, les travailleurs regagnèrent leur village parce qu'ils refusent un travail sans rétribution. Pour protester contre de tels agissements, Clerc arrête deux notables du village considérés comme instigateurs et meneurs. Alors les villageois se révoltent, prennent les armes contre l'administrateur accusé d'avoir injustement arrêté leurs compatriotes. Obligé de retourner à Agboville, Clerc demande des renforts que lui envoie le commandant du cercle des Lagunes. Une troupe de 500 miliciens arrive à Morié le 24 janvier 1908, et, au cours d'une grande réunion d'explication des coups de feu éclatent, faisant des morts et plusieurs blessés. La troupe repart avec des prisonniers et l'administration inflige des amendes à tous les villages récalcitrants de la région.

La fusillade de 1908 compromettait ainsi les relations entre les Abé et les Français. Pour les premiers, le pacte d'amitié avait été déchiré par l'administration qui, en arrêtant, sans explication, des villageois amis, agissait de manière unilatérale et arbitraire à l'encontre de ses partenaires Abé. Pour les seconds, les Abé devenus récalcitrants devaient être soumis. Le conflit était inévitable et les Abé allaient engager les hostilités.

À la fin de 1909, une assemblée des notables Abé décida d'organiser la lutte contre les étrangers et fixa l'insurrection au 6 janvier 1910. Des émissaires furent envoyés dans les villages et auprès des groupes absents de la réunion pour les décider à se joindre à la

révolte. Les notables jurèrent sur les fétiches afin de tenir leur promesse. Quand la révolte éclata le jour convenu, des centaines d'Abé attaquèrent le centre d'Éry-Makougué, premier poste des Français. Tous les étrangers vivant autour d'Agboville dans les chantiers forestiers, les plantations et les villages de colporteurs furent attaqués. Le 9 janvier 1910, le poste administratif lui-même fut cerné par trois colonnes Abé venues du Nord, du Sud et de l'Est. Entre le 11 et le 13 janvier 1910, la réaction des Français se précisa, mais les Abé avaient atteint certains objectifs : la voie ferrée détruite sur de nombreux kilomètres, un train venant du Nord déraillé ; Rubino, un Européen, massacré et déshonoré ; des gares détruites, les lignes téléphoniques coupées. Une marche sur la gare d'Abidjan fut stoppée de justesse. Ajoutons qu'une tentative conjointe Abé et Attié (leurs voisins de l'Est) pour prendre le poste d'Adzopé, riche en armes et en vivres, échoua de peu le 11 janvier 1910.

Quand les Français, qui concentrèrent près de 1 000 soldats dans la région d'Agboville, contre-attaquèrent, les Abé durent passer à la défensive à la fin de janvier 1910. Réfugiés dans la forêt, ils menèrent une guerre d'embuscades que les Français enrayèrent en mai 1910. Par la suite, quelques opérations de police suffirent à ramener le calme nécessaire à la reconstruction du pays Abé (5).

Cet exemple concerne la résistance de communautés villageoises de forêt : réunion clandestine des notables, transmission des mots d'ordre secrets, attaques surprises, piégeages des sentiers, etc., font appel aux méthodes des guerres anciennes.

Mais cette forme militaire fut l'aboutissement d'une résistance spontanée et civile menée depuis 1905-1906, au moment où le système colonial en gestation commençait à exercer ses premières pressions sur la société Abé. Des colporteurs dioula au service de l'administration furent battus ou tués, des coupeurs de bois européens et africains molestés. Certains villages refusèrent de payer l'impôt et de travailler sur les routes. Il s'agissait, à cette époque, d'actes isolés d'individus ou de groupes mécontents. Parfois, la fuite, la

désertion ou l'exil constituaient les meilleurs moyens d'échapper aux pressions fiscales et aux corvées.

un autre exemple en Haute-Volta : structures des révoltes

Les résistances spontanées sont donc celles par lesquelles les populations expriment leur mécontentement en refusant d'obéir au pouvoir colonial. Ces actions de désobéissance civile, nombreuses mais sporadiques, constituent le prélude aux révoltes militaires et organisées. La révolte des peuples de la Volta noire en 1916 fut précédée d'actions de ce type, surtout quand en novembre 1915 les villages refusèrent de fournir des hommes aux agents du recrutement militaire (6). Même prélude à la révolte chez les Pende du Congo belge en 1931 quand plusieurs villages refusèrent d'obéir au chef fantoche M'Bundu, illégalement nommé par l'administration coloniale.

L'organisation des résistances militaires prend des formes différentes selon les régions et selon les époques. Les résistances Abé et Bobo donnent l'image d'une organisation diffuse sans commandement unitaire, même si les premiers ont lancé des colonnes à l'assaut du poste d'Agboville et si les seconds ont mis au point un système d'information et de mobilisation militaires soutenu par le langage tambouriné. L'Afrique centrale offre l'exemple de résistances fortement organisées avec les révoltes Pende et Gbaya (1928-1931). Toutes les deux s'organisent autour d'un pouvoir religieux secrété par la conjoncture de crise. Ainsi, la secte religieuse des Tupelepele, fin 1930 début 1931, dirigée par Mundele Funji, constitua le cadre idéologique dans lequel naquit et se développa la révolte Pende en 1923. Mundele Funji, chef de la secte et partisan d'un retour au culte des ancêtres, devint très vite le chef des rebelles. De même, les Gbaya se groupèrent autour de Karnou, un chef messianique inspiré par l'esprit des ancêtres et décidé à faire la guerre pour libérer ses disciples de l'oppression de l'impôt et du travail forcé. Son

(4) SIKITELE Gize a Sombula, op. cit., p. 181 à 198.

(5) Archives nationales de Côte-d'Ivoire, documents des séries 1 EE, 2 EE, RR, OO et QQ concernant les cercles des lagunes et de l'Agnéby ; Ch. WONDJI, Enquêtes orales en pays Abé (septembre 1977).

(6) Mme TRAORÉ, née BARRY ALIMATOU : La révolte de 1915-1916 dans la boucle de la Volta noire (mémoire du C1, Histoire des civilisations africaines, réalisé sous la direction de Ch. Wondji, inédit).

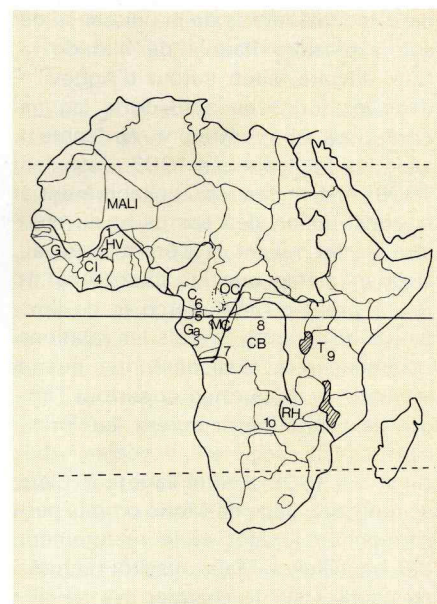
armée, formée de nombreux contingents sous le commandement de chefs militaires Gbaya, se battit contre les Français jusqu'en 1932. Il s'agit donc ici d'une forme de résistance bien organisée avec une direction politique, idéologique et militaire. La résistance semble avoir produit une sorte de pouvoir central, à la fois temporel et religieux, dans une région traditionnellement organisée sur la base des villages et des clans.

Offensives soudaines et spasmodiques, contre-offensives soutenues par des embuscades, défense héroïque de sites ou villages fortifiés, fuite en brousse et coups de feu désespérés tirés par des guerriers isolés, etc., ces multiples aspects donnent à la résistance populaire les caractères d'une guerre difficile et interminable. Si les grandes batailles sont rares et brèves, l'état de guerre reste permanent et provoque l'énervement des troupes coloniales et de leurs chefs. Aussi les répressions sont-elles sévères et impitoyables. Et lorsque les meneurs sont capturés, il faut encore obtenir le retour au village de populations insaisissables, éparpillées dans la forêt. Il n'est donc pas aisé de mesurer la durée d'une telle guerre : la phase proprement militaire peut s'achever en une journée, une semaine, un mois ou un an ; la phase politique qui consiste à réinstaurer la paix civile peut même durer plusieurs années. Si à la fin de 1910 les Abé de Côte-d'Ivoire sont militairement battus, il faut attendre les années postérieures à 1912 pour entreprendre la reconstruction de leur région.

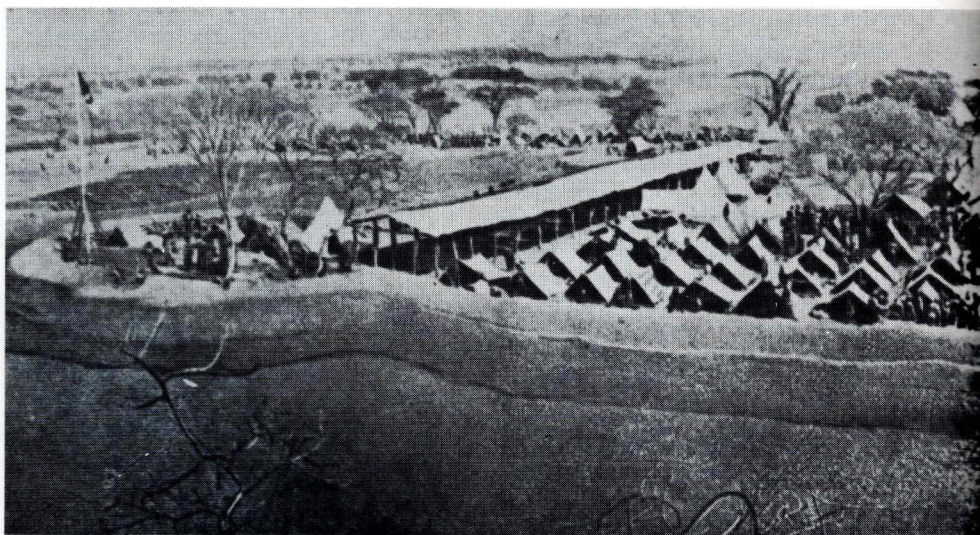
La population mobilisée est difficile à chiffrer. Il semble cependant que, dans la majorité des cas, tous les villages aient pris part à la résistance. La solidarité tribale fondée sur une unité de culture et renforcée par les alliances de guerre ou de mariage amène les villages à participer à la défense de la communauté ethnique menacée. Les anciennes querelles peuvent parfois expliquer certaines réticences ou conduire à la collaboration avec l'ennemi. Ainsi les Peuls de la boucle de la Volta noire se désolidarisèrent des Bobo, Marka et Dioula. Mais parfois aussi les divergences sont dépassées au profit du combat contre l'ennemi commun : les Abé et les Attié collaborèrent ainsi à l'attaque du poste colonial d'Adzopé en 1910.

Si, malgré certaines alliances, la base territoriale de la résistance se

confond le plus souvent avec l'aire géographique de la tribu, la base sociale est en revanche la plus large possible. Chefs de famille et notables de village, masses populaires et certains éléments détribalisés (miliciens des troupes coloniales en désertion chez les Gbaya, manœuvres du chemin de fer chez les Abé), communient ensemble dans la résistance à la colonisation dont les uns et les autres subissent le fardeau et les exactions. Cette lutte n'avait aucun caractère raciste, car les Noirs révoltés ne s'attaquaient pas aux Blancs parce qu'ils étaient Blancs. Elle était dirigée contre tous les agents blancs ou noirs du système colonial. Les mercenaires noirs et les peuples alliés aux colonisateurs n'étaient pas épargnés : les révoltés de la Volta noire massacrèrent les Peuls ; Karnou prêcha contre les



René PÉLISSIER*



Fort Roçadas (en 1906), un des points d'appui de la conquête du Sud-Angola, face aux Ovambo.

de la résistance en Afrique lusophone

*René Pélissier, docteur ès lettres, vient de publier, à ses frais, deux ouvrages remarquables : *Les Guerres Grises. Résistance des révoltes en Angola (1845-1941)* et *La Colonie du Minotaure. Nationalismes et révoltes en Angola (1926-1961)* (1). Son étude, passionnée, de la lutte des Africains mérite d'être connue et méditée.

(1) Éditions René Pélissier, Montamets, 78630 Orgeval (France). Prix des deux ouvrages vendus ensemble : 280 F.

De toutes les tâches qui sollicitent l'attention du politologue et de l'historien en Afrique noire, rares sont celles plus urgentes que la résurrection – la découverte parfois – de toute une série de faits et phénomènes souvent disjoints et mal perçus par nos contemporains, mais qui, rapprochés les uns des autres, nous offrent des matériaux indispensables pour une meilleure compréhension de la période coloniale, la naissance du nationalisme et surtout la création et le

Les peuples africains cités dans ce texte.

Légendes

- fleuves
- limites d'état
- lacs
- C.I. Côte-d'Ivoire
- G Guinée
- C Cameroun
- O.C. Oubangui-Chari (Empire centrafricain)
- M.C. Moyen-Congo (Rép. populaire du Congo)
- C.B. Congo-Belge (Zaire)
- Ga. Gabon
- RH. Rhodésie
- T. Tanganyika (Tanzanie)
- H.V. Haute-Volta
- 1 DOGON
- 2 BOBO
- 3 KISSI, TOMA, GUERZÉ
- 4 ABÉ, BAOULE, EBRIÉ
- 5 GBAYA
- 6 BASSA, BOULOU
- 7 PENDE
- 8 BATETELA
- 9 MAJI-MAJI
- 10 MATABELE et CHONA

auxiliaires noirs, coupables de tant de méfaits; les Pende ne firent pas de distinction entre l'agent colonial belge Burnotte et son allié objectif, le chef fantoche M'Bundu, fils de noble, mais méchant auxiliaire de l'administration.

Après avoir détruit les royaumes et les empires africains à la fin du 19^e siècle, les armées coloniales brisèrent au 20^e siècle les résistances des communautés villageoises et tribales d'Afrique. Les premiers exprimaient la volonté des États d'avoir le contrôle de l'espace politique africain, les secondes ont témoigné des efforts déployés par les peuples pour empêcher la destruction de leurs sociétés et de leurs cultures. Tous furent cependant vaincus à cause de la puissance économique et technique de l'Europe conquérante.

Mais si les États ont disparu avec la victoire des troupes coloniales, les sociétés et les cultures ont survécu à la défaite. Après un demi-siècle de colonisation brutale, précédée de plusieurs siècles de contacts plus ou moins pacifiques, les cultures africaines manifestent encore aujourd'hui leur vitalité. Et, même dans les pays où les hommes semblent avoir le plus adopté la civilisation occidentale, les masses populaires continuent de vivre la culture traditionnelle. Rites d'initiation, fêtes de génération, vie familiale communautaire et règles de succession, danses, chants et culte de la parole, etc., témoignent de la permanence de la culture africaine.



phone : une résurrection urgente

renforcement de l'État moderne. Mais, lorsqu'il s'agit de pays pour lesquels l'inexistence, la carence ou l'aveuglement des historiens coloniaux antérieurs ne sont que trop patents, hélas ! cette étude prend les dimensions d'une œuvre de salubrité nationale.

Plus que d'autres, les trois territoires continentaux d'Afrique lusophone sont au nombre de ces États qui ont accédé à l'indépendance avec, pour tout dis-

cours historique, celui de leurs vainqueurs. C'est-à-dire, pour l'Afrique « portugaise » aux XIX^e et XX^e siècles, une véritable escroquerie intellectuelle qui enseignait à quelques rares milliers d'Africains qu'ils étaient devenus « portugais » par la grâce de « cinq siècles de civilisation chrétienne », occultant le fait qu'il y a trois générations à peine, la colonisation n'affectait pas 1/20 de l'espace et des hommes (parfois beaucoup moins), et que, c'est les armes à

la main que ladite colonisation a dû vaincre leurs pères. Quand les mitrailleuses eurent fini de cracher, ils n'eurent plus d'autre choix que l'exil pour bon nombre d'entre eux, la soumission pour l'écrasante majorité, la collaboration pour les plus habiles ou les plus favorisés par la naissance, sinon la recherche d'un salut aléatoire par les voies de la dissidence religieuse. De tout cela il n'était évidemment jamais question dans les écoles et universités luso-africaines car, soit l'histoire locale n'y était pas enseignée, soit elle n'abordait que les prouesses reculées et magnifiées des Portugais. D'une façon générale, par volonté politique ou fascination des mythes en honneur à Lisbonne, la métropole et ses représentants cantonnaient le passé dans des périodes éloignées pour que ce qui filtrait parût une belle, bonne et glorieuse croisade contre les sauvages.

La résistance des ethnies à la conquête était donc purement et simplement escamotée ou citée, à titre de faire valoir, pour rehausser la vaillance du soldat portugais. *A fortiori*, les précurseurs du nationalisme moderne qui eurent des activités jusque dans les années 20, voire au-delà, n'étaient plus évoqués que dans les souvenirs incertains de leurs descendants et au sein des cellules clandestines. Pas un seul

manuel d'histoire (1), peu d'archives exploitables, pas d'associations culturelles libres, pas de syndicats accessibles aux **indigènes**, pas de partis politiques (sinon celui des **civilizados**, imposé par le gouvernement), des églises protestantes encerclées, un catholicisme au luso-centrisme affiché, une tradition intellectuelle qui privilégie l'évasion poétique, mais récompense rarement les efforts ingrats, tout cela militait pour oblitérer le passé le plus immédiat, c'est-à-dire le plus dangereux pour les dogmes officiels.

On voguait donc sur des mythes criants d'invraisemblance, mais, plus grave encore, à force d'être rabâchés, ceux-ci finirent par entrer insidieusement dans la conscience des élites africaines qui se dressaient contre leur statut de « Portugais de couleur ». A telle enseigne que l'on trouve aujourd'hui dans les discours des dirigeants de ces États indépendants l'image en creux des « cinq siècles de civilisation/colonisation chrétienne », transformés en « cinq siècles d'exploitation esclavagiste ».

S'ils veulent étudier leur passé, nous nous permettons de leur suggérer de commencer par le plus immédiat, qui leur permettra de savoir comment ils sont devenus colonisés, à partir de la moitié du siècle dernier, et pourquoi ils n'ont pu se défaire plus tôt de leurs « exploiters ».

Il n'est pas question, dans les limites d'une étude aussi brève, de retracer les méandres de la résistance africaine dans les territoires lusophones. Mais ils n'ont pas besoin d'aller fourrager dans l'histoire plus ou moins embellie du Royaume du Congo ou du Monomotapa pour se trouver des ancêtres hostiles à la colonisation. Il suffit de prendre tout bonnement le soin de lire les **relatórios** (rapports) publiés par les

commandants de colonne portugais des années 1880-1920. Comme il en existe plus d'une centaine, on y voit que nulle part ailleurs en Afrique noire, les actions militaires contre la résistance africaine n'ont été aussi longues, aussi nombreuses, et parfois aussi humiliantes pour le colonisateur.

au Mozambique

Il n'est que d'examiner sommairement le cas de la résistance au Mozambique pour s'en convaincre. Il n'existe pas encore pour ce pays et ce sujet de travaux d'ensemble comparables (2) à ceux dont on dispose pour l'Angola et, apparemment, personne n'a encore établi un relevé global des actions armées. Tout porte à croire, néanmoins, qu'elles avoisinent les chiffres connus pour l'Angola puisque, pour s'en tenir à nos propres enquêtes préliminaires sur la partie du Mozambique la moins bien étudiée (le **distrito** de Moçambique, face à l'îlot de Moçambique, ancienne capitale), nous trouvons un minimum de soixante opérations engagées entre 1861 et 1913, ne durant que 19 mois, mais impliquant 3 600 hommes de l'armée régulière, 680 cipayes et au moins 17 300 auxiliaires. Lorsque l'on sait qu'en 1896 – soulignons la date tardive – le propre gouverneur général de la colonie, le trop célèbre Mousinho de Albuquerque, paladin de la Renaissance coloniale portugaise, doit conduire 477 soldats, et reculer, alors qu'il n'est pas même à trente kilomètres de la capitale, face aux Makua, que, depuis des siècles, les Portugais observent des bastions de Moçambique, mais sans les pénétrer, on a une idée du bien-fondé des « cinq siècles de colonisation/exploitation ».

Ajoutons que :

- les Swahili du sultanat d'Angoche traitent de puissance à puissance avec l'Angleterre, sous le règne de Mussa Quanto ;

- les Sheikhs du Sancul, du Quitangonha, de Sangage, etc., esclavocrates impénitents, réussirent le tour de force d'émarger au budget colonial et de nar-

(1) Sans parler des manuels d'enseignement de l'histoire nationale, qui n'existaient pas, il est peut-être bon de signaler que la seule histoire développée des activités portugaises en Angola – et très accessoirement, des peuples angolais – termine son quatrième et dernier volume au début du XVIII^e siècle. Cf. Ralph Delgado : *História de Angola; Benguela-Lobito, 1948-1955*.

Le Mozambique était un peu plus favorisé avec une histoire des campagnes coloniales qui a le mérite d'atteindre la fin de la « pacification », mais est constellée d'erreurs et ne considère l'Africain que comme un sauvage ennemi. Cf. José Justino Teixeira Botelho : *História militar e política dos Portugueses em Moçambique, Lisboa, 2 vol., 1934-1936*.

La Guinée-Bissau était traitée dans le même « esprit d'exposition coloniale » par João Barreto : *História da Guiné (1418-1918), Lisboa, 1938*.

(2) Malgré, notamment M.D.D. Newitt : *Portuguese Settlement on the Zambesi, New York, 1973* et Allen E. Isaacman : *Mozambique: The Africanization of a European Institution. The Zambesi Prazos (1750-1902) Madison, 1972* et du même auteur *The Tradition of Resistance in Mozambique. Anti-Colonial Activity in the Zambesi Valley (1850-1921). Londres, 1976*.



guer les corvettes portugaises jusqu'en 1902, sinon 1912 ;

- il faudra attendre une expédition en règle en 1910 pour soumettre l'intérieur de l'Angoche, et pour que les dernières turbulences makua ne s'apaisent qu'en 1913 dans ce district censé être portugais depuis le XVI^e siècle.

Lorsque l'on aborde l'intérieur des districts de Cabo Delgado et du Niassa, à peu près partout l'on constate que ce sont les explorateurs britanniques (1861-1885) qui précèdent les premières tentatives portugaises (1885-1886). Pas un seul voyageur portugais n'a osé s'aventurer chez les Yao, vingt-cinq ans après le passage de Livingstone.

Si l'on dévale de cette marche nordique où les émissaires du Frelimo n'ont pas eu de mal à remuer les souvenirs



L'armée coloniale portugaise en action au Libolo (centre-Angola) en 1908.

cuisants et récents laissés chez les Makonde par les gens de la Compagnie du Nyassa et leurs méthodes, l'essentiel du domaine zambézien échappe lui aussi aux pouvoirs de l'administration jusqu'en 1888 (2 bis). Mais rappelons qu'en 1868 le seigneur de la guerre qu'est Bonga inflige devant sa forteresse de Massangano une épouvantable défaite aux Portugais (au moins 259 morts, en majorité blancs, dont le lieutenant-colonel commandant l'expédition).

(2 bis) Date de la septième campagne contre la famille des Cruz qui s'est taillé un fief dans le tissu lâche des terres de la Couronne, les prazos.

(3) On le paradera dans les rues de Lisbonne, à la mode romaine, pour rassurer le bon peuple portugais sur les aptitudes de son armée coloniale à vaincre les « Maures » dans cette lointaine et tardive extension de la Reconquista, aux frontières du Transvaal.

Veut-on d'autres preuves de l'inanité de la présence portugaise dans les 9/10 du Mozambique au début de ce siècle ? En 1894, Lourenço Marques est assiégé par deux chefs ronga, et les civils doivent dresser des barricades dans les rues du futur Maputo. La défaite de Gungunyane (Gungunhana) ne date-t-elle pas de 1895 (3). Et l'on n'en reste pas là puisque le Barué, royaume aux abords de la Rhodésie, soumis en 1902, se révolte en 1917 et entraîne dans son mouvement plusieurs peuples de part et d'autre du Zambèze, offrant un des rares exemples au Mozambique de coalition inter-ethnique contre la colonisation. Cet exemple de coalition à cependant ses limites puisque, jamais en retard lorsqu'il s'agit de combattre le feu par la flamme, les Portugais l'emportent en utilisant des mercenaires ngonis, procédé qui a l'avantage de

pallier les faiblesses des forces régulières. Là aussi, quand le Frelimo franchira le Zambèze dans les années 70, il n'aura qu'à attiser des cendres à peine refroidies (4). Ce ne sont là que quelques épisodes, mais, en fait, comme celle de l'Angola, la carte des conflits au Mozambique est criblée de dagues... et de cimetières.

Ce qui vient d'être dit vaut également pour la Guinée-Bissau (5), mais plus encore pour l'Angola qui offre à cet égard les nombreux chiffres que nous avons pu établir.

(4) Les dernières escarmouches cessent en 1920. On estime à environ 100 000 les réfugiés qui passent en Rhodésie et au Nyassaland, à la suite de ce grand embrasement de 1917.

(5) Rappelons que l'implantation portugaise dans l'archipel des Bissagos date de 1936 seulement.

en Angola

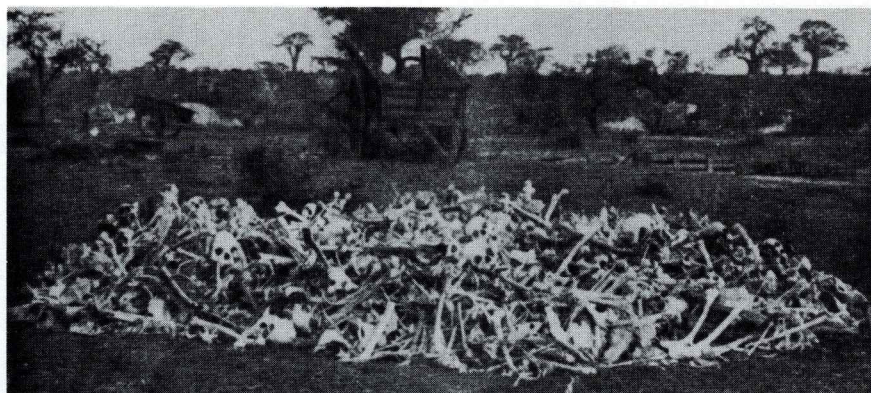
Pourra-t-on longtemps encore parler de ces fameux cinq siècles lorsque l'on apprendra dans les écoles angolaises que les guerres de frontière entre le territoire réellement portugais et les voisins indépendants, et l'écrasement des révoltes sur les parties récemment conquises, ont nécessité des combats pendant 22 % de la période 1848-1878 et 44 % de la période 1879-1926, atteignant même 83 % pour les deux décennies 1902-1920. Nous avons recensé et décrit 35 opérations secondaires ou campagnes militaires importantes entre 1848 et 1878, 154 entre 1879 et 1926 pour le seul Angola, exigeant l'engagement actif de plus de 40 000 soldats de l'armée régulière. Se doute-t-on à Luanda qu'il est mort probablement plus de soldats portugais (Africains compris) pendant la conquête réelle du pays (1845-1941) que pendant la lutte de libération nationale (1961-1974) ?

De 1878 à 1916, les garnisons portugaises au Sud-Angola ont été de 40 000 et elles y ont perdu (de maladie le plus souvent) un minimum de 1 500 morts, qui devraient atteindre les 2 ou 3 000 si nous disposions de statistiques plus complètes, soit des chiffres pour le **seul** Sud-Angola presque égaux à l'ensemble des morts dans **tout** l'Angola de 1961 à 1974. Pour s'en tenir au seul aspect quantitatif, il n'est peut-être pas sans intérêt non plus de méditer les quelques chiffres ci-dessous.

Actions militaires contre les ethnies angolaises (1845-1926)

	Durée en mois de campagne	Effectifs réguliers engagés (minima)
Bakongo	86	4 000
Mbundu des Dembos (y compris Duque de Bragança et périphérie)	48	3 700
Mbundu orientaux et peuples du Nord-Est (Lunda-Quico)	77	10 000
Mbundu du Sud-Cuanza	25	2 700
Ovimbundusés (Seles et Amboim)	22	2 200
Ovimbundu (Centre-Angola)	10	1 500
Ganguela occidentaux	15	300
Ethnies orientales (Ganguela, Lunda, Quico)	8	600
Ethnies méridionales (Nyaneka-Humbe, Ovambo)	42	14 000
TOTAL	333	39 100

(soit environ 28 ans de combats)



Les ossements des soldats de l'armée coloniale tombés en 1904 au gué de Pembe (Sud-Angola).

On complètera ce tableau par les remarques suivantes :

- dans les années 1914-1918, face à un ennemi omniprésent, les Portugais doivent envoyer en Angola des contingents blancs dont les effectifs (environ 12 000 métropolitains) ne se retrouvent nulle part ailleurs en Afrique tropicale (Éthiopie exceptée) aussi massivement concentrés en une seule colonie ;

- le Sud-Angola, véritable pierre de touche de l'aptitude des Portugais à vaincre en Afrique, enregistrera la plus irréfutable (6) défaite européenne au Sud du Sahara (Vau de Pembe, 1904, près du Cunene, face aux Ovambo), soit au minimum 255 morts ou disparus (dont 111 européens) et 50 blessés ;

- les combats qui se livrent au Sud-Angola ne sont pas des enfantillages dont une compagnie de tirailleurs est à même de sortir victorieuse. En fait, la puissance de feu à la bataille de Môngua (revanche portugaise en 1915 contre les Ovambo) atteint un niveau inégalé hors de l'Éthiopie, soit pour les Portugais au-delà du Cunene : 18 canons, 28 mitrailleuses, plus de 5 000 fusils, et pour les Africains du roi Mandume au moins 30 000 combattants avec 10 000-12 000 fusils perfectionnés ;

- la fin de la « pacification » est extrêmement tardive : 1941 contre un sous-groupe Herero ;

(6) Après, évidemment, Adowa (Éthiopie, 1896), Isandhlwana : (Zouloulouland, 1879) et à peu près à égalité avec Massangano (Mozambique, 1868).

(7) René Pélissier : Les Guerres Grises. Résistance et révoltes en Angola (1845-1941), Orgeval, France, 1978, p. 521-525.

(8) La tâche la plus simple consisterait à faire traduire d'urgence en portugais les rares synthèses existant sur le sujet, et à les distribuer aux étudiants du secondaire et du supérieur, afin qu'ils aient au moins une base de départ.

- victimes de l'ignorance des historiens, des chefs de résistance aussi importants que Bumba (Cassange, 1850-1863), Alvaro Buta (Kongo, 1913-1915), Mutu-ya-Kavela (Ovimbundu, 1902), Mandume (Ovambo, 1911-1917) ont dirigé des mouvements de plusieurs dizaines de milliers d'hommes pendant des années, et sont inconnus hors d'Angola et, pis encore, à Luanda même où, pratiquement, leur nom n'a jamais percé les rideaux des programmes officiels ;

- aucune ethnie n'a accepté la colonisation sans se battre au moins une fois, mais ce sont celles qui se sont dressées le plus souvent et le plus longuement (les Bakongo et les Mbundu) qui sont à l'origine des deux principaux courants nationalistes en 1961.

causes des conflits

Quelles sont les causes principales de cette impressionnante série de combats ? Posons en axiome que les pères des Mozambicains et des Angolais actuels n'étaient pas plus belliqueux que d'autres, mais qu'ils furent contraints de se battre parce que l'intolérable devenait quotidien. Il ressort de nos travaux (7) que sur les 102 causes attribuées aux principales actions militaires en Angola (1878-1926), 27 sont d'ordre économique, l'agressivité commerciale (24) des Européens, métis et acculturés venant au premier plan. Les problèmes fonciers sont mineurs (3) à cette époque. Les causes politiques, elles, sont déterminantes avec 17 cas où la fiscalité est génératrice de conflits, 27 ressortissant à la poussée administrative et 7 aux exactions des agents de l'autorité. Les causes spécifiques comme la vénalité des fonctionnaires (8), les interventions dans les problèmes dynastiques (6) et les affaires de

portage et d'esclavage (9) restent secondaires par rapport au refus des sociétés traditionnelles de se soumettre à l'impôt étranger et aux nouveaux pouvoirs européens. Quant aux causes religieuses (1), elles sont marginales en Angola.

En réalité, si les Angolais se battent plus fréquemment que la moyenne, ce n'est pas parce qu'ils sont l'objet d'atteintes inhabituelles dans l'histoire de la colonisation en milieu tropical. C'est parce qu'ils ont devant eux des adversaires alliant la faiblesse matérielle à une incommensurable avidité. L'alpha et l'omega de l'histoire de cette résistance est que la conquête portugaise est le fait d'émigrants pauvres, venus s'enrichir, et que l'on a lâchés sur la brousse, sans contrôle, car la métropole n'a pas les moyens financiers d'exiger la probité de ses agents, ni les ressources humaines nécessaires pour surveiller les aventuriers qui exploitent le pays de façon éhontée.

Apparaissant comme exigeante, mais sans forces morales ou matérielles, cette colonisation indigente avance donc sur le fil du rasoir de la patience des Africains. Ces derniers croiront longtemps qu'ils réussiront par des actions ponctuelles à se débarrasser de ces nouveaux acridiens à la peau blanche ou bistre. Or, malgré des épisodes remarquables (ex. : l'indépendance des Dembos de 1872 à 1907, aux portes de Luanda), ils n'arrivent pas à rejeter les envahisseurs à la mer. L'analyse approfondie de cette carence dépasse de loin le cadre de ces quelques pages, mais elle s'avèrera primordiale pour les jeunes États.

causes de l'échec

Ce n'est assurément pas la peur panique devant une armée peu nombreuse et opérationnellement malhabile qui terrasse les indépendances. C'est – en Angola tout au moins – la faiblesse de la cohésion africaine qui est l'atout maître de la colonisation. Il n'y a, pour ainsi dire, jamais de coalitions inter-ethniques, jamais de conscience autre que tribale dans le sens le plus restrictif du terme. Il n'y a pas de luttes pour la défense d'intérêts économiques communs à plus d'une ethnie. Nous ne relevons pas non plus la présence de ce puissant ciment qu'est l'Islam (sauf en Guinée et au Nord-Mozambique). Sont également absents la capitalisation qui permettrait la

constitution d'un arsenal pour une lutte à long terme, et les appuis internationaux qui déjoueraient la complicité entre les métropoles.

Absence également, dans un autre ordre d'idées, de connaissances modernes en matière tactique et d'un armement lourd introuvable à l'époque dans les rangs africains (sauf marginalement au Mozambique par la prise de l'artillerie des colonnes portugaises défaits). Plus grave encore, on constate la rareté des personnages suffisamment charismatiques pour être entendus de toute l'ethnie, être acceptés par celles qui l'entourent, et infléchir les décisions du pouvoir colonial, tant dans la capitale locale qu'en métropole.

Plus spécifique à l'Angola et au Mozambique, nous notons, de même, que la ligne de clivage passera, longtemps après la conquête, entre ceux des Africains qui absorbent la culture européenne pour être considérés comme des hommes, et ceux qui, restés dans le cadre traditionnel, sont tenus pour « barbares », donc exploitables. Même superficielle et contestée, cette différenciation, qui apparaît dès l'aube de la colonisation portugaise, n'aura pas été sans prolongements sur la lutte nationaliste (moins au Mozambique).

Ces quelques notions rapides sur les raisons de l'échec de la résistance africaine n'ont apparemment pas un intérêt purement archéologique lorsque l'on veut bien se rappeler les difficultés internes qu'ont connues les guerres de libération dans les trois pays lusophones d'Afrique.

une histoire thérapeutique

L'histoire de la résistance primaire en Afrique ne doit donc pas servir unique-

ment à recruter hâtivement des héros truqués destinés à remplacer sur les socles vides les statues des officiers coloniaux déboulonnées à l'indépendance. Elle peut, certes, servir d'antidote à cette historiographie monstrueusement dénaturée ou totalement absente qui caractérisait la période antérieure, mais elle prend tout son sens si, écrite sobrement et impartialement, elle donne la possibilité de poser un diagnostic : celui d'une défaite temporaire (deux ou trois générations tout au plus).

Dans la douleur le plus souvent, c'est elle qui a permis, dans le moule colonial, de rassembler sinon de fonder, des micro-nationalismes dont il reste à voir si l'addition suffira à créer, sur des bases nouvelles et avec des ambitions élargies, de nouvelles nations soucieuses d'emprunter au passé ce qu'il avait de solide. Il ne servira donc à rien de substituer un contre-mythe à un mythe et de tailler des idoles aussi friables qu'éphémères, car cette création de la nation ne peut être viable qu'après correction par l'État des déséquilibres subsistants ou aggravés, et correction également des faiblesses antérieures que nous signalera l'histoire. Encore faut-il vouloir les connaître pour y remédier.

C'est donc en apprenant aux jeunes le long et difficile combat de leurs aînés que les autorités feront œuvre d'avenir. Et dans des pays aussi historiographiquement défavorisés que l'Afrique lusophone, nous ne voyons pas de missions plus essentielles pour les responsables de la culture et de l'enseignement (8).

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LES RÉSISTANCES DANS :

KI-ZERBO J. – **Histoire de l'Afrique noire**, édition revue et corrigée, Paris 1978, 469 p.

CROWDER M. – **West African Resistance. The military response to colonial occupation**, London 1978 (nouvelle édition revue et corrigée), 314 p.

ROCHE Ch. – **Conquête et résistance des peuples de Casamance (1850-1920)**, Dakar-Abidjan, 1976, 391 p.

NZA BA- MADA R. – **La révolte Kongo-Warra. 1928-1932. Un chapitre de la résistance anti-coloniale en A.E.F.** En cours de publication aux N.E.A. Dakar-Abidjan.

Bien d'autres travaux, achevés ou en cours, compléteront prochainement cette bibliographie sommaire.